

ACCORD RELATIF A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

Le client du Site, personne morale ou personne physique immatriculée au RCS (ou au répertoire national des métiers ou à tout organisme professionnel équivalent) dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un Etat partie à l'Espace Economique européen ou dans un pays tiers imposant des obligations équivalentes en termes de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, agissant pour son compte exclusivement à des fins professionnelles (commerciales, industrielles, artisanales ou libérales),

Ci-après dénommé(e) le « responsable de traitement »,

ET,

La société CORP1, société par actions simplifiée au capital de 10.500 Euros, dont le siège est situé 5 rue Boileux – 59800 Lille, immatriculée au Registre du Commerce de Lille Métropole sous le numéro 910 769 231, et représentée par Monsieur Victor Berson, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommée « GARE TA BÉCANE », et alternativement le « sous-traitant »,

Le responsable de traitement et sous-traitant sont ci-après dénommés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

PREAMBULE :

Le présent accord (l'« **Accord** ») a pour objet de définir les conditions dans lesquelles GARE TA BÉCANE, en sa qualité de sous-traitant, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel (les « **Données à Caractère Personnel** ») définies ci-après, et ce dans le cadre de l'exécution du contrat conclu entre les Parties selon les termes des conditions générales d'utilisation et de vente relatives à la fourniture des Services de la Plateforme Gare Ta Bécane (le « **Contrat** »).

Tout terme défini dans le Contrat conservera la même définition dans le présent Accord.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de Données à Caractère Personnel (la « **Règlementation Applicable** ») et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (le Règlement « **RGPD** ») et la Loi informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée (la « **LIL** »).

Les Parties ont dans ce cadre convenu des clauses ci-après, stipulées sur la base de la Décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil.

CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

SECTION I

CLAUSE 1 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

- a. Les présentes clauses contractuelles (ci-après les « **clauses** ») ont pour objet de garantir la conformité avec l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).
- b. Les responsables du traitement et le sous-traitant énumérés à l'annexe I ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679.
- c. Les présentes clauses s'appliquent au traitement des Données à Caractère Personnel tel que décrit à l'annexe II.
- d. Les annexes I à III font partie intégrante des clauses.
- e. Les présentes clauses sont sans préjudice des obligations auxquelles le responsable du traitement est soumis en vertu du règlement (UE) 2016/679.
- f. Les clauses ne suffisent pas à elles seules pour assurer le respect des obligations relatives aux transferts internationaux conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.

CLAUSE 2 : INVARIABILITE DES CLAUSES

- a. Les Parties s'engagent à ne pas modifier les clauses, sauf en ce qui concerne l'ajout d'informations aux annexes ou la mise à jour des informations qui y figurent.
- b. Les Parties ne sont pour autant pas empêchées d'inclure les clauses contractuelles types définies dans les présentes clauses dans un contrat plus large, ni d'ajouter d'autres clauses ou des garanties supplémentaires, à condition que celles-ci ne contredisent pas, directement ou indirectement, les clauses ou qu'elles ne portent pas atteinte aux libertés et droits fondamentaux des personnes concernées.

CLAUSE 3 : INTERPRETATION

- a. Lorsque des termes définis respectivement dans le règlement (UE) 2016/679 figurent dans les clauses, ils s'entendent comme dans le règlement en question.
- b. Les présentes clauses doivent être lues et interprétées à la lumière des dispositions du règlement (UE) 2016/679.
- c. Les présentes clauses ne doivent pas être interprétées d'une manière contraire aux droits et obligations prévus par le règlement (UE) 2016/679 ou d'une manière qui porte atteinte aux libertés ou droits fondamentaux des personnes concernées.

CLAUSE 4 : HIERARCHIE

En cas de contradiction entre les présentes clauses et les dispositions des accords connexes qui existent entre les Parties au moment où les présentes clauses sont convenues ou qui sont conclus ultérieurement, les présentes clauses prévaudront.

CLAUSE 5 : CLAUSE D'AMARRAGE

- a.** Toute entité qui n'est pas Partie aux présentes clauses peut, avec l'accord de toutes les Parties, y adhérer à tout moment, en qualité soit de responsable du traitement soit de sous-traitant, en complétant les annexes et en signant l'annexe I.
- b.** Une fois que les annexes mentionnées au point a. sont complétées et signées, l'entité adhérente est considérée comme une partie aux présentes clauses et jouit des droits et est soumise aux obligations d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant, conformément à sa désignation à l'annexe I.
- c.** Les présentes clauses ne créent pour la partie adhérente aucun droit ni aucune obligation pour la période précédant l'adhésion.

SECTION II : OBLIGATIONS DES PARTIES

CLAUSE 6 : DESCRIPTION DU OU DES TRAITEMENTS

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de Données à Caractère Personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les Données à Caractère Personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'annexe II.

CLAUSE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 INSTRUCTIONS

- a.** Le sous-traitant ne traite les Données à Caractère Personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis. Dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public. Des instructions peuvent également être données ultérieurement par le responsable du traitement pendant toute la durée du traitement des Données à Caractère Personnel. Ces instructions doivent toujours être documentées.
- b.** Le sous-traitant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction donnée par le responsable du traitement constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

7.2 LIMITATION DE LA FINALITE

Le sous-traitant traite les Données à Caractère Personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'annexe II, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

7.3 DUREE DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'annexe II.

7.4 SECURITE DU TRAITEMENT

- a.** Le sous-traitant met au moins en œuvre les mesures techniques et organisationnelles précisées à l'annexe III pour assurer la sécurité des Données à Caractère Personnel. Figure parmi ces mesures la protection des données contre toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de Données à Caractère Personnel ou l'accès non autorisé à de telles données (violation de Données à Caractère Personnel). Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, les Parties tiennent dûment compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les personnes concernées.
- b.** Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux Données à Caractère Personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du Contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à Caractère Personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

7.5 DONNEES SENSIBLES

Si le traitement porte sur des Données à Caractère Personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« **données sensibles** »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

7.6 DOCUMENTATION ET CONFORMITE

- a.** Les Parties doivent pouvoir démontrer la conformité avec les présentes clauses.

- b. Le sous-traitant traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable du traitement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- c. Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.
- d. Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.
- e. Les Parties mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente, dès que celle-ci en fait la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

7.7 RECOURS A DES SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS

- a. Le sous-traitant dispose de l'autorisation générale du responsable du traitement pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue. Le sous-traitant informe spécifiquement par écrit le responsable du traitement de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins trente (30) jours à l'avance, donnant ainsi au responsable du traitement suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le sous-traitant fournit au responsable du traitement les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.
- b. Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679.
- c. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les Données à Caractère Personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.
- d. Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

- e. Le sous-traitant convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle — dans le cas où le sous-traitant a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable — le responsable du traitement a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les Données à Caractère Personnel.

7.8 TRANSFERTS INTERNATIONAUX

- a. Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le sous-traitant n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.
- b. Le responsable du traitement convient que lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur conformément à la clause 7.7 pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de Données à Caractère Personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, le sous-traitant et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement (UE) 2016/679 en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

CLAUSE 8 : ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

- a. Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.
- b. Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a. et b., le sous-traitant se conforme aux instructions du responsable du traitement.
- c. Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement en vertu de la clause 8, point b., le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :
 - 1) l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des Données à Caractère Personnel (« **analyse d'impact relative à la protection des données** ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;

- 2) l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
 - 3) l'obligation de veiller à ce que les Données à Caractère Personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les Données à Caractère Personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes;
 - 4) les obligations prévues à l'article 32 du règlement (UE) 2016/679.
- d. Les Parties définissent à l'annexe III les mesures techniques et organisationnelles appropriées par lesquelles le sous-traitant est tenu de prêter assistance au responsable du traitement dans l'application de la présente clause, ainsi que la portée et l'étendue de l'assistance requise.

CLAUSE 9 : NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de violation de Données à Caractère Personnel, le sous-traitant notifie sans délai cette violation au responsable de traitement et coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant et du délai de 72 heures imparti au responsable de traitement pour notifier à la CNIL.

9.1 VIOLATION DE DONNEES EN RAPPORT AVEC DES DONNEES TRAITEES PAR LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT

En cas de violation de Données à Caractère Personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- a. aux fins de la notification de la violation de Données à Caractère Personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais et si possible 72 heures au plus tard après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de Données à Caractère Personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- b. aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - 1) la nature des Données à Caractère Personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés ;
 - 2) les conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel ;
 - 3) les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- c. aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679, de l'obligation, le cas échéant, de communiquer dans les meilleurs délais la violation de Données à Caractère Personnel à la personne concernée, lorsque la violation de Données à Caractère Personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

9.2 VIOLATION DE DONNEES EN RAPPORT AVEC DES DONNEES TRAITEES PAR LE SOUS-TRAITANT

En cas de violation de Données à Caractère Personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- a. une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés) ;
- b. les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de Données à Caractère Personnel ;
- c. ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les Parties définissent à l'annexe III tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679.

SECTION III : DISPOSITIONS FINALES

CLAUSE 10 : NON-RESPECT DES CLAUSES ET RESILIATION

- a. Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des Données à Caractère Personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le Contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.
- b. Le responsable du traitement est en droit de résilier le Contrat dans la mesure où il concerne le traitement de Données à Caractère Personnel conformément aux présentes clauses si :
 - 1) Le traitement de Données à Caractère Personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point a) et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
 - 2) Le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 ;
 - 3) Le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679.
- c. Le sous-traitant est en droit de résilier le Contrat dans la mesure où il concerne le traitement de Données à Caractère Personnel en vertu des présentes clauses lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables conformément à la clause 7.1, point b., le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.
- d. À la suite de la résiliation du Contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les Données à Caractère Personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les Données à Caractère Personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à

moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Annexe I
Liste des Parties

Responsable(s) du traitement : (Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement)

1. Nom :

Adresse :

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact :

Signature et date d'adhésion :

Sous-traitant(s) : (Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous- traitant)

1. Nom : CORP1

Adresse : 5 rue Boileux – 59800 Lille

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact :

Signature et date d'adhésion :

—

Annexe II
Description du Traitement

Catégories de personnes concernées dont les Données à Caractère Personnel sont traitées

Catégories de Données à Caractère Personnel traitées

Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

Nature du traitement

Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les Données à Caractère Personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement

Exécution des Services objets du Contrat conclu entre les Parties, et en particulier :

Durée du traitement

La durée nécessaire pour l'exécution des Services de GARE TA BÉCANE en vertu du Contrat conclu entre les Parties.

Traitement par les sous-traitants ultérieurs :

Nom du sous-traitant ultérieur	SIRENE / Numéro d'enregistrement	Adresse/Pays	Conformité RGPD	Objet, Nature et durée du traitement
				Objet : _____ Personnes concernées : _____ Nature des données : _____ Durée du traitement : la durée nécessaire pour l'exécution des Services en vertu du Contrat conclu entre les Parties.

				<p>Objet : _____</p> <p>Personnes concernées : _____</p> <p>Nature des données : _____</p> <p>Durée du traitement : la durée nécessaire pour l'exécution des Services en vertu du Contrat conclu entre les Parties.</p>
--	--	--	--	---

Annexe III
**Mesures techniques et organisationnelles, y compris mesures techniques et organisationnelles
visant à garantir la sécurité des données**

NOTE EXPLICATIVE :

Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles:

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des Données à Caractère Personnel ;

Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;

Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données à Caractère Personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur ; mesures de protection des données pendant la transmission; mesures de protection des données pendant le stockage;

Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les Données à Caractère Personnel sont traitées ; mesures visant à garantir l'enregistrement des événements ;

Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut ; mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique ; mesures de certification/assurance des procédés et produits ;

Mesures visant à garantir la minimisation des données ; mesures visant à garantir la qualité des données ;

Mesures visant à garantir une conservation limitée des données ; mesures visant à garantir la responsabilité ;

Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement]

Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement.

Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement.